



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 21 OCTOBRE 2015**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	M. MONTEYREMARD
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	M. MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD
CHANAS	M. GUERRY, Mme COULAUD
LA CHAPELLE DE SURIEU	M. GIRARD
CHEYSSIEU	M. BONNETON
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	M. SPITTERS, Mmes LHERMET, LAMY, MM ROBERT-CHARRERAU, GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU ROUSSILLON	Mme DUGUA M. DURANTON, Mmes VINCENT, KREKDJIAN, M. CANARIO
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. MERLIN, Mme GUILLON, M. PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mme CHOUCANE, MM CHARVET, MONDANGE
ST ROMAIN DE SURIEU	M. VINCENDON
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA, MM VIAL, PERROTIN
SONNAY	M. LHERMET
VERNIOZ	M. TRAYNARD
VILLE SOUS ANJOU	M. SATRE

EXCUSES AVEC POUVOIR : M. CAYOT à M. DURANTON, Mme LAMBERT à Mme KREKDJIAN, M. BEDIAT à M. GABET, M. GERIN à M. CHARVET, Mme GIRAUD à M. VIAL.

EXCUSES : Mme FAYOLLE, MM LEMAY, GERIN.

ABSENTE : Mme MASSON.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. En complément du débat de la dernière séance sur le schéma portuaire du pôle métropolitain lyonnais et plus précisément sur la perspective de déplacement d'Engrais Sud Vienne, Gérard Perrotin indique que l'aléa principal faisant incidence sur le périmètre des PPRT n'est pas l'ammonitrate mais le stockage de propane pour lequel une réponse technique devrait pouvoir être apportée. Il souhaite que l'intercommunalité s'engage plus fortement sur les processus de risques majeurs et la gestion de ces risques. Francis Charvet constate que la prise en compte de contraintes environnementales toujours plus fortes, parfois plus ou moins fondées, risque à terme de compromettre l'accueil de nouvelles entreprises. Il importe cependant de continuer à avancer ; INSPIRA est ainsi prête à participer à la réalisation d'études de dangers. A l'issue de ces interventions, aucune observation n'étant faite sur le compte-rendu de la séance du 16 septembre dernier, Francis Charvet aborde l'ordre du jour du conseil communautaire.

1/ Subventions.

Robert Duranton expose que le conseil communautaire a déjà voté lors de différentes séances de l'année 2015 plusieurs subventions ou acomptes sur subventions. Il présente les nouvelles propositions du Bureau :

*** Mission locale Isère Rhodanienne.**

L'action de la Mission locale a pour objet essentiel de favoriser l'autonomie ainsi que l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans. La subvention 2015 intègre plusieurs éléments :

- Cotisation 2015 établie sur la base de 1,53 € par habitant (1,49 € en 2014) pour une population INSEE de 51 731 habitants soit 79 148,43 €.
- Une subvention de 11 973 € pour l'atelier contact entreprise de Roussillon.

Le Bureau propose au conseil communautaire le vote pour solde d'un second acompte de 71 121,43 € qui portera le montant de la subvention 2015 à 91 121,43 €.

*** Maison des adolescents.**

La CCPR disposait précédemment rue de la gare au Péage de Roussillon d'un point d'accueil écoute jeunes animé par un poste de psychologue à mi-temps ouvrant droit à des financements d'Etat. Pour des raisons d'efficacité de service, ce poste a été rattaché au centre hospitalier Lucien Hussel de Vienne. La CCPR, pour assurer la pérennité de ce poste, est sollicitée pour apporter une aide financière de 11 500 €. En 2014, 203 jeunes de la CCPR ont été suivis (199 en 2013 et 176 en 2011). Le Bureau propose au conseil communautaire d'apporter une réponse favorable à cette demande de subvention.

*** Ecole de la seconde chance.**

Les écoles de la seconde chance s'adressent aux jeunes de 18 à 25 ans, déscolarisés, sans diplôme et sans qualification. Un site a été ouvert 5 cours Verdun à Vienne. La CCPR a apporté son soutien à l'Ecole par le vote en 2013 et 2014 d'une subvention de 15 000 €.

Le Bureau propose au conseil communautaire le vote d'un second acompte de 7 500 € qui portera le montant de la subvention 2015 à 15 000 €. La signature d'une convention accompagne cette demande de subvention.

*** PREVENIR.**

La CCPR participe, avec d'autres collectivités publiques, au financement des activités de l'association de prévention spécialisée PREVENIR (Prévention en Isère Rhodanienne) par l'attribution d'une aide de 26 000 € affectée aux chantiers éducatifs organisés par l'association. Le Bureau propose au conseil communautaire le vote pour solde d'un second acompte de 13 000 € qui portera le montant de la subvention 2015 à 26 000 €.

*** Lycée professionnel de l'Edit : Brevet d'initiation à l'aéronautique.**

La CCPR s'est engagée en 2012 avec le lycée professionnel de l'Edit pour participer à la prise en charge financière de l'enseignement pratique du brevet d'initiation à l'aéronautique dispensé par l'aéroclub d'Annonay. Cette convention vient à échéance en 2015. Le Bureau propose au conseil

communautaire le vote d'une subvention de 3 363,89 € (8 vols en 2014 pour un montant de 1 287,20 € et 15 heures de vol en 2015 pour un montant de 2 076,69 €).

*** Vélo-Club Rhodanien.**

Le VCR organise le 11 novembre prochain le championnat Isère de cyclo-cross et sollicite une aide de la CCPR. Le financement de la manifestation est pour partie lié à une subvention du département. Le Bureau propose au conseil communautaire de se prononcer sur le principe d'une subvention pouvant être de l'ordre de 400 € qui serait versée en l'absence d'aide départementale.

Gilles Bonneton précise que le championnat 2015 se déroulera à Saint Alban du Rhône et que les incertitudes sur la subvention départementale sont notamment liées au nouveau découpage des cantons ; l'intervention financière de la CCPR resterait toutefois limitée et n'interviendrait qu'en compensation d'une réduction de la subvention départementale.

*** Moly Sabata.**

La CCPR a signé en 2013 une convention multi partenariale d'objectifs avec la région Rhône-Alpes, le département de l'Isère et la fondation Albert Gleizes. Cette convention, conclue pour la période 2013-2015, a pour objet de définir les objectifs du développement et du fonctionnement du lieu de résidence d'artistes plasticiens et d'écrivains que constitue Moly Sabata. La subvention CCPR s'est élevée à 40 000 € en 2013 et 50 000 € en 2014. Le Bureau, suivant l'avis de la commission culture, propose au conseil communautaire le vote pour solde d'un acompte de 30 000 € qui portera le montant de la subvention 2015 à 50 000 €.

Isabelle Dugua précise qu'une nouvelle convention multi partenariale portant sur la période 2016-2018 est en cours de signature.

*** Libre en tête.**

L'association Libre en tête organise diverses manifestations de valorisation de l'œuvre de l'artiste peintre Maurice Der Markarian décédé en 2012. Plusieurs actions sont programmées en 2015 sur le territoire de la CCPR : projection de court métrage, exposition... Le Bureau, suivant l'avis de la commission culture, propose le vote d'une subvention de 2 500 €.

*** Lycée de l'Edit option théâtre.**

Le lycée de l'Edit a mis en place une section théâtre qui fonctionne avec l'aide d'intervenants artistes rémunérés ; les lycéens assistent également à des spectacles générateurs de frais de déplacement. Le budget annuel 2015 est de l'ordre de 6 000 €.

Le Bureau, suivant l'avis de la commission culture, propose le vote d'une subvention de 1 700 €.

*** Association Lepotofeux.**

Le nom de l'association est un jeu de mots avec le projet de construction d'un four à céramique et le pot-au-feu partagé par les membres de l'association créée en 2003. L'association a pour projet d'organiser une semaine « au fil des arts, arts singuliers et marginal » en pays de la Varèze qui va rassembler les œuvres de 3 pères et leurs filles : Louis et Fanny Chabaud, Jean-Jacques et Pauline Dubernard, Henri et Emilie Collet. Un film sur Henri et Emilie Collet réalisé par J-L. Gonterre sera projeté et accompagné d'un marché de la céramique, d'accrochages chez l'habitant et de créations collectives avec le centre social de l'OVIV.

Le Bureau, suivant l'avis de la commission culture, propose le vote d'une subvention de 400 €.

*** Trait d'Union.**

L'association Trait d'Union a pour objet le maintien des liens entre les enfants et les parents. Elle a en charge la gestion de 2 services : le service « espaces rencontres » qui permet l'exercice dans un lieu « neutre » du droit de visite d'un parent avec son enfant ; un service de médiation familiale. Le siège principal de l'association se trouve à Vienne avec une antenne sur le Péage de Roussillon. L'association, confrontée à des difficultés de fonctionnement, s'est rapprochée de l'association Œuvre de Saint Joseph avec l'objectif d'arriver à une fusion des 2 associations courant 2016. Dans l'attente d'éléments plus précis sur l'activité 2015 et les engagements financiers des différents partenaires, le Bureau propose le vote d'un acompte sur subvention de 15 000 €.

Francis Charvet précise que l'association vient seulement de transmettre son budget 2015. Il serait souhaitable pour le futur de réfléchir à une convention pluriannuelle de financement prenant en compte les participations budgétaires de l'ensemble des EPCI concernés par l'action de Trait d'Union. Le regroupement des 2 associations Trait d'Union et Œuvre Saint Joseph est par ailleurs un élément positif.

*** APRESS.**

L'association APRESS (association de Prévention Sociale et Service d'aide aux victimes) est habilitée par la cour d'appel de Grenoble. Son siège social est fixé au palais de justice de Vienne. Ces missions intègrent l'aide aux victimes, l'exécution de missions sous mandats de justice (enquêtes sociales, médiations pénales ...), des interventions pour favoriser des actions de prévention et médiation.

Le service d'aide aux victimes est ouvert à tout public émanant des communes du ressort du tribunal de grande instance de Vienne ; il est gratuit et confidentiel ; des permanences sont assurées sur la commune de Roussillon.

Le Bureau propose d'apporter une réponse favorable par le vote d'un second acompte de 16 800 € qui soldera la demande de subvention 2015 d'un montant de 32 500 €.

*** Associations caritatives.**

Le Bureau propose au conseil communautaire de verser aux associations caritatives un montant de subvention identique à celui des sommes prises en compte pour déterminer les retraits à effectuer sur les attributions de compensation des communes. Il est donc proposé le versement d'un second acompte de 10 000 € au Secours Catholique ce qui établira une subvention 2015 de 20 000 € et d'un second acompte de 13 000 € au Secours Populaire Français ce qui fixera le montant de subvention 2015 du SPF à 26 000 €.

Il avait par ailleurs été convenu que les relations avec les Restos du Cœur restaient gérées au niveau communal ce qui explique l'absence de subvention CCPR en 2015.

En réponse à une question de Dominique Lhermet sur le montant différent des subventions entre les associations caritatives, Robert Duranton précise que la CCPR a pris comme base de subvention les aides précédemment versées par les communes qui ont fait l'objet de retraits sur leurs attributions de compensation.

*** Vivre Libres.**

Le Bureau propose le vote d'une subvention de 750 € à l'association Vivre Libres qui mène différentes actions contre l'alcoolisme notamment par des interventions dans les collèges.

*** Rhodia Club Loisirs Sports Handicap.**

Le Bureau propose au conseil communautaire de fixer le montant de subvention 2015 du RCLSH à 32 000 €, l'exercice 2014 ayant notamment financé des dépenses exceptionnelles ce qui établit un solde pour subvention de 12 000 €.

*** Rhodia Club Natation / Entente athlétique CAR-Rhodia.**

Le Bureau propose de fixer les subventions 2015 au niveau de 2014 soit un second acompte de 6 500 € pour le Rhodia Club Natation établissant une subvention 2015 de 13 000 € et un second acompte de 4 500 € pour l'EACR établissant une subvention 2015 de 9 000 €.

*** UMIJ.**

L'Union Mutualiste pour l'Insertion des Jeunes en Isère assume pour le compte de la CCPR des missions d'hébergement temporaire et d'accompagnement socio-éducatif pour des jeunes de moins de 30 ans en résidence sociale foyer de jeunes travailleurs et pour tout public dans le cadre du dispositif d'hébergement temporaire et urgence de la CCPR.

Le Bureau propose le vote d'une subvention 2015 de 55 000 € à laquelle s'ajoute un reliquat 2014 de 10 000 € réglé en 2015 ce qui établit un solde de subvention de 45 000 €.

Guy Vincendon demande si des personnes de plus de 30 ans victimes de maltraitance peuvent être prises en charge par l'UMIJ ; Dominique Lhermet précise qu'il convient de passer par le 115 et qu'il existe des places d'accueil réservées pour de telles situations.

*** Commerce et Savoir Faire.**

- Le Bureau, dans sa réunion du 8 avril 2015, avait proposé d'apporter en 2015 à Commerce et Savoir Faire une aide établie sur les mêmes bases qu'en 2014 :

- Aide CCPR de 10 000 € à répartir sur proposition de la commission commerce pour les actions de l'association.
- Prise en charge de 50 % du coût du poste d'animateur restant à la charge de l'association déduction faite des aides extérieures.

- La subvention animation de 10 000 € qui sera affectée aux frais de communication sur la monnaie de l'Edit a déjà été votée. Il est proposé le vote d'un 2nd acompte de 3 000 € au titre de la participation aux dépenses du poste d'animateur pour la période d'octobre à décembre 2015.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le vote de ces différentes subventions ainsi que sur les conventions qui accompagnent le vote des subventions Mission locale, APRESS, PREVENIR, Rhodia Club Loisirs Sports Handicap, UMIJ, Secours Populaire Français.

Ces conventions précisent les engagements de chaque partie, les modalités de communication. De manière plus spécifique, les aides de la CCPR sont affectées comme suit :

- Mission locale : aide au fonctionnement dans la réalisation d'actions d'accompagnement et d'accès à l'emploi.
- APRESS : accueil, écoute, accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions pénales.
- PREVENIR : mise en œuvre de chantiers éducatifs.
- Rhodia Club Loisirs Sports Handicaps : aide au fonctionnement de l'association.
- UMIJ : hébergement temporaire et accompagnement socio-éducatif pour jeunes de moins de 30 ans en résidence sociale foyer de jeunes travailleurs et pour tout public dans le cadre du dispositif hébergement temporaire et d'urgence de la CCPR.
- Secours Populaire Français : aide au fonctionnement de la structure locale.

Le conseil communautaire unanime approuve les propositions de subventions du Bureau et les conventions qui les accompagnent.

2/ Personnel communautaire.

Francis Charvet présente les différents points relatifs au personnel communautaire.

2.1/ Création de postes.

2.1.1/ Avancements de grade.

- Le Bureau propose la création des postes suivants permettant la promotion d'agents de la CCPR exerçant des fonctions correspondant aux grades d'avancement :

- * Remplacement d'un poste d'adjoint du patrimoine 2nde classe par un poste d'adjoint du patrimoine 1^{ère} classe (temps non complet : 17,5/35^{ème}).
- * Remplacement de 2 postes d'adjoint administratif 2nde classe par 2 postes d'adjoint administratif 1^{ère} classe (temps complet).
- * Remplacement d'un poste d'adjoint administratif 1^{ère} classe par un poste d'adjoint administratif principal 2nde classe (temps non complet : 11/35^{ème}).
- * Remplacement d'un poste d'adjoint technique 1^{ère} classe par un poste d'adjoint technique principal 1^{ère} classe (temps complet).
- * Remplacement de 3 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 2nde classe par 3 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe (3 temps non complet : 17,5/20^{ème} ; 12/20^{ème} ; 16/20^{ème}).

Les postes libérés seront supprimés après avis du comité technique. Le conseil communautaire unanime approuve les créations de postes proposées.

2.1.2/ Postes conservatoire.

Le conseil communautaire unanime décide la création de 3 postes d'assistant d'enseignement artistique : 1 à temps complet ; 2 à temps incomplet (18/20 et 12/20). Ces créations de postes sont liées

aux évolutions enregistrées pour cette année scolaire ; les heures créées sont compensées par des heures non affectées sur d'autres postes, le nombre total d'heures du Conservatoire restant inchangé.

2.1.3/ Poste ingénieur assainissement-eaux pluviales.

- Dans sa séance du 25 mars dernier, le conseil communautaire a décidé la création d'un poste à temps complet de technicien expérimenté ou ingénieur d'études dans les domaines de l'assainissement, des eaux pluviales ou la conduite d'études diagnostics. Cet agent, basé à la CCPR, travaillera en lien direct avec le SIG communautaire et les techniciens du SIGEARPE. Ce poste s'intègre dans la mise en place d'un pôle d'ingénierie communautaire.

- A la suite d'un appel à candidature, le choix s'est porté sur Mme Marion Lacou dont les références correspondent à un poste d'ingénieur. Le conseil communautaire unanime décide la création d'un poste d'ingénieur à temps complet.

2.1.4/ Vacataires piscine.

- La piscine Charly Kirakossian fonctionne, du fait d'une adaptation des tâches, avec 2 MNS à temps complet. Ce mode de fonctionnement implique de faire appel ponctuellement à des vacataires. Le conseil communautaire unanime décide de rémunérer ces interventions à la vacation sur la base d'un montant de 13,20 € / heure.

2.1.5/ Contrat d'apprentissage milieux aquatiques et eaux pluviales.

- Le conseil communautaire unanime approuve la signature d'un contrat d'apprentissage pour l'année universitaire 2015-2016 avec un jeune stagiaire en 3^{ème} année licence professionnelle Milieux Aquatiques et Eaux Pluviales à Lyon II. La rémunération est établie sur les bases réglementaires (98% du SMIC).

2.2/ Contrat groupe d'assurance du personnel.

Par délibération du 11 février 2015, le conseil communautaire a décidé de charger le centre de gestion de l'Isère de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, auprès d'une entreprise d'assurance agréée garantissant les risques financiers encourus à l'égard du personnel communautaire en cas de maladie, décès, invalidité, incapacité ou accident.

Il était précisé que cette convention devait couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la CNRAL : décès, accident du travail, maladie ordinaire, longue maladie / longue durée, maternité ;
- Agents non affiliés à la CNRACL : accident du travail, maladie grave, maternité, maladie ordinaire.

- Cette convention devait également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2016.
- Régime du contrat : capitalisation.

- Après consultation et analyse des offres, le CDG38 a attribué le nouveau marché à l'assureur Groupama et au courtier gestionnaire Gras Savoye pour les années 2016 à 2019. Le conseil communautaire unanime décide l'adhésion de la CCPR au contrat groupe d'assurance statutaire 2016-2019 proposé par le CDG selon les caractéristiques décrites dans l'annexe ci-dessous. Les frais de gestion du CDG qui s'élèvent à 0,12% de la masse salariale viennent en supplément des taux d'assurance. Le montant prévisionnel de la prime d'assurance 2016 est de l'ordre de 165 000 €.

Pour les agents affiliés CNRACL

Désignation des risques	Franchise	Taux en %
Décès	Sans franchise	0.18
Maladie ordinaire	Franchise 10 jours consécutifs	1.55
Longue maladie, maladie longue durée	Sans franchise	1.60
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité, allocation d'invalidité temporaire	Inclus dans les taux	Inclus dans les taux

Accident de travail et maladies professionnelles	Franchise 10 jours	1.30
Maternité, paternité, adoption (y compris congés pathologiques)	Franchise 10 jours	0.97

Il est fait le choix de s'assurer sur les charges patronales à hauteur de 20% du Traitement Indiciaire Brut (TIB) + Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI).

Pour les agents affiliés IRCANTEC

Désignation des risques	Franchise	Taux en %
Accident de travail et maladies imputables au service+ maladies graves+ maternité/adoption/paternité+ maladie ordinaire	Franchise de 10 jours consécutifs	0.98

Il est fait le choix de s'assurer sur les charges patronales à hauteur de 33% du Traitement Indiciaire Brut (TIB) + Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI).

2.3/ Prévention des risques professionnels.

Par délibération du 25 septembre 2013, le conseil communautaire avait approuvé une convention avec le centre départemental de gestion ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières de la mise à disposition d'un ingénieur en prévention des risques professionnels. Les coûts de mise à disposition pour une mission d'inspection s'établissent à 400 € par demi-journée de visite, 800 € par journée de visite et pour une mission d'accompagnement à 200 € par demi-journée. Cette convention d'une durée de 2 ans est arrivée à échéance le 2 octobre 2015 ; le conseil communautaire unanime décide de la renouveler pour une durée identique aux mêmes conditions.

3/ Assainissement.

Francis Charvet présente les différents points relatifs à l'assainissement.

3.1/ Acquisitions foncières.

L'agrandissement de la station d'épuration des Blâches et le réaménagement du site de compostage ont fait ressortir l'intérêt d'intégrer dans cet espace le chemin des Blâches, qui sépare ces 2 entités sur une longueur de 180 mètres et une largeur de 6 mètres. Ce chemin a fait l'objet d'une procédure de déclassement du domaine public pour permettre son passage dans le domaine privé communal puis sa cession. Les conseils municipaux du Péage de Roussillon et de Salaise sur Sanne ont adopté une délibération validant le déclassement des terrains et autorisant leur vente à la CCPR pour l'euro symbolique, les frais relatifs à la cession étant à la charge de la CCPR.

Le conseil communautaire unanime approuve la cession par les communes de Péage de Roussillon et de Salaise sur Sanne de ces terrains à l'euro symbolique.

3.2/ Annulation de factures émises sur exercices antérieurs.

Le conseil communautaire unanime, après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement du 6 octobre 2015, approuve l'annulation des factures d'assainissement identifiées dans le tableau ci-dessous pour un montant total de 201,25 € TTC.

	H.T	TTC
Facture n°2014/130/5759414102015 S	36.91 €	39.74 €
Budget SIGEARPE (ap.2014):	19.48 €	20.57 €
Budget AST CCPR (ap.2014):	17.43 €	19.17 €
<u>TOTAL ANNULATION / ABONNE :</u>	36.91 €	39.74 €

Facture n°2014/41/5692714202084 N	152.20 €	163.60 €
Budget SIGEARPE (ap.2014):	93.89 €	99.45 €
Budget AST CCPR (ap.2014):	58.31 €	64.15 €
Facture n°2014/130/5692714101950 W	194.00 €	208.48 €
Budget SIGEARPE (ap.2014):	121.09 €	128.28 €
Budget AST CCPR (ap.2014):	72.91 €	80.20 €
TOTAL ANNULATION / ABONNE :	346.20 €	372.08 €
Facture n°2014/34/5406314102070 B	69.68 €	75.02 €
Budget SIGEARPE (ap.2014):	36.28 €	38.28 €
Budget AST CCPR (ap.2014):	33.40 €	36.74 €
Facture n°2014/27/5406314200166 C	15.77 €	16.86 €
Budget SIGEARPE (ap.2014):	14.88 €	15.87 €
Budget AST CCPR (ap.2014):	0.89 €	0.99 €
TOTAL ANNULATION / ABONNE :	469.27 €	498.54 €
Régie Assainissement CCPR :	182.94 €	201.25 €

3.3/ Dégrèvements sur factures émises sur exercice en cours.

Le conseil communautaire unanime, après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans ses réunions des 7 juillet et 8 septembre 2015, approuve les dégrèvements des factures d'assainissement de l'exercice 2015 identifiées dans le tableau ci-dessous pour un montant total de 3 725,01 € TTC.

Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	Montant facture initiale	Dégravés	Montant DGV TTC
1 023	Canalisation	4	2015 49 12864115400016D	Pas pris en charge	2 392,60	1019	818,26
633	Canalisation	43	2015 49 5618915400012J	Pas pris en charge	1 494,30	590	473,77
136	Joint ap cptr	89	2015 2 2045315200294M	26/74	247,65	47	40,84
470	Canalisation	384	2015 104 5082915100244W	108/197	1 138,55	86	69,06
81	Groupe sécurité	47	2015 32 0146315300381U	90/176	258,79	17	13,65
2 934	Tuyau dans la cave	58	2015 105 5171415100183E	Pas pris en charge	6 733,91	2 876	2 309,43
				Total Général		3 725,01	

4/ Lecture publique.

4.1/ Convention de mise en réseau des bibliothèques et médiathèques.

Isabelle Dugua expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le projet de convention de mise en réseau des bibliothèques et médiathèques du Pays Roussillonnais conclue entre la CCPR et les communes ou syndicats intercommunaux intéressés. Elle précise que la rédaction de la convention a fait l'objet de nombreuses navettes entre la CCPR, les communes, les bibliothécaires. L'annexe 1 reprise ci-dessous dresse un résumé de la répartition des charges de fonctionnement du réseau.

	Communauté de Communes	Communes
Locaux	Responsable uniquement du bâtiment de la Médiathèque Tête de Réseau	Entretien, extension, construction des bibliothèques, aménagement mobilier, installation et câblages électriques, téléphoniques et réseaux
Personnel	Le personnel de la MTR	Gestion des personnels communaux

Acquisition, installation et hébergement du logiciel pour toutes les bibliothèques (SIGB)	X	
Gestion du portail Internet	X	
Acquisition et maintenance de deux ordinateurs par bibliothèque (1 pour la consultation du public et 1 pour le prêt), deux douchettes, une imprimante	X	
Abonnement téléphonique + téléphone		X
Abonnement internet		X
Maintenance du matériel informatique municipal		X
Renouvellement et maintenance du matériel mis à disposition	X	
Acquisition des cartes-lecteur	X	
Acquisition des codes-barres	X	
Fournitures de bureau		X
Acquisition des documents	La Communauté de Communes conserve son budget propre. Les documents achetés appartiennent à la Médiathèque mais seront mis à disposition de tout le réseau	Chaque Commune doit prévoir un budget d'acquisition annuel d'au moins 1 € par habitant. Les documents achetés par chaque bibliothèque appartiennent à chacune mais sont mis à disposition de tout le réseau
Circulation des documents	X	Un bibliothécaire devra être présent lors de la livraison de la MTR
Equipement des documents	Chaque bibliothèque gère l'équipement de ses documents	
Gestion des retards	Chaque bibliothèque gère les retards de son fichier lecteurs	
Gestion des inscriptions	Inscriptions de nouveaux lecteurs effectuées par chaque bibliothèque	

Guy Vincendon exprime le souhait que la CCPR puisse apporter une participation financière pour le renouvellement et la maintenance du matériel informatique municipal.

Le conseil communautaire unanime approuve la convention de mise en réseau des bibliothèques et médiathèques.

4.2/ Projets d'action culturelle : demande de subvention.

Isabelle Dugua expose que, dans le cadre des projets d'action culturelle autour de la lecture, la médiathèque de la CCPR reconduit l'action « Belles histoires pour petites oreilles » dédiée aux très jeunes enfants de 3 mois à 3 ans et aux adultes qui les accompagnent. Le conseil communautaire unanime se prononce sur une demande de subvention de 2 000 € auprès du département de l'Isère pour ce projet d'un coût de 4 050 €.

5/ Marchés publics : conventions de groupements de commandes.

5.1/ Convention CCPR - commune Péage de Roussillon : mise en place d'un système de vidéo-surveillance.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur une convention constitutive d'un groupement de commandes portant sur la mise en place d'un système de vidéo-surveillance, liant la CCPR et la commune du Péage de Roussillon ainsi que sur l'approbation de ce projet. La vidéo-surveillance relevant directement de la CCPR concerne les espaces de stationnement de la gare SNCF du Péage de Roussillon.

Le coût d'objectif global de cette opération s'élève à 236 645 € HT. La répartition financière prévisionnelle est établie sur la base suivante :

Désignation des travaux	Coût global	CCPR		Commune Péage de Roussillon	
	€ HT	Coût € HT	%	Coût € HT	%
Equipements communs	52 000,00 €	31 720,00 €	61%	20 428,57 €	39%
Backbone Optique	52 380,00 €	2 920,00 €	6%	49 237,20 €	94%
Emplacement 1, 2, 3, 4, 13, 14, 15, 16, 17	60 075,00 €	60 075,00 €	100%	0,00€	0%
Emplacement 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12	61 135,00 €	0,00€	0%	61 135,00 €	100%
Maîtrise d'œuvre	9 555,00 €	4 777,50 €	50%	4 777,50 €	50%
Mission CSPS	1 000,00 €	500,00 €	50%	500,00 €	50%
Publicité	500,00 €	250,00 €	50%	250,00 €	50%
ESTIMATION FINALE	236 645,00 €	100 242,50 € HT		136 328,27 € HT	

La répartition définitive sera fonction de l'état final du réalisé des travaux et du montant final global de l'opération. Le groupement de commandes est constitué le temps de l'opération faisant l'objet de la présente convention ; il sera dissous une fois que l'opération pour laquelle il a été constitué sera achevée.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la CCPR, la commune du Péage de Roussillon désignent en tant que coordonnateur du groupement la CCPR. La CCPR sera donc chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, non seulement à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, mais également à la signature des marchés, à leur notification et à leur exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

La commission d'appel d'offres est celle du coordonnateur du groupement. Le coordonnateur assurera le paiement de toutes les dépenses conclues dans le cadre de l'opération. Chaque membre du groupement versera le montant qui lui incombe au coordonnateur, au fur et à mesure des demandes de remboursement adressées par le coordonnateur.

- En réponse à une interrogation de Robert Duranton, Stéphane Spitters précise que les emplacements des installations relevant de la commune du Péage de Roussillon (12 caméras et 9 mats) ne sont pas

situés aux abords de la gare ; les coûts annoncés ne sont par ailleurs que des estimations dans une fourchette haute.

- En réponse à une question de Gérard Perrotin, Francis Charvet expose que la vidéo surveillance est déjà en place sur plusieurs sites de la CCPR : parkings gare SNCF Saint Clair-Les Roches ; siège CCPR ; Aqualône...

- En réponse à une question de Guy Vincendon, Stéphane Spitters précise que la salle de contrôle des images sera installée dans les locaux de la police municipale du Péage de Roussillon ; il s'agit seulement d'enregistrer des images et de visualisation à postériori, aucun agent n'étant en poste devant des écrans de contrôle.

Le conseil communautaire unanime approuve cette convention de groupement de commandes.

5.2/ Panneaux d'informations électroniques : convention CCPR - communes.

Francis Charvet expose que la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, et les communes de Anjou - Clonas sur Varèze – Chanas - Les Roches de Condrieu - Saint Clair du Rhône - Saint Maurice l'Exil - Saint Prim – Sonnay souhaitent lancer une procédure commune d'acquisition/location de panneaux d'informations électroniques. Il est proposé au Conseil Communautaire de constituer une convention de groupement de commandes pour mener à bien la réalisation des prestations suscitées. Il précise que cette opération a fait l'objet d'une présentation lors du dernier Congrès des Maires.

Le groupement de commandes est constitué pour la durée du ou des marché(s), objet du groupement et ne pourra excéder une durée de 4 ans. Ainsi, le groupement de commandes sera dissous une fois que l'opération pour laquelle il a été constitué sera achevée.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la CCPR, les communes de Anjou - Clonas sur Varèze – Chanas - Les Roches de Condrieu - Saint Clair du Rhône - Saint Maurice l'Exil - Saint Prim – Sonnay désignent en tant que coordonnateur du groupement la CCPR. La CCPR sera donc chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, non seulement à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, mais également à la signature des marchés, et à leur notification. La commission d'appel d'offres est celle du coordonnateur du groupement.

Afin de faciliter la gestion du groupement de commandes et des achats, les membres conviennent que l'intégralité des achats entrant dans le périmètre du groupement de commandes, est prise en charge par chacun des membres pour ce qui concerne leurs besoins propres. Il sera passé un marché à bons de commandes, alloti le cas échéant (Lot acquisition – Lot location), avec un seul opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant global maximum estimé à 300 000€HT (Tous lots compris, pour une durée globale de 4 ans). Les membres du groupement ne seront donc pas engagés sur un montant minimum de commandes mais seront limités par le montant maximum exprimé précédemment. Chaque bon de commande sera établi et signé par le membre concerné, puis visé par le coordonnateur qui se chargera lui-même de les transmettre au prestataire désigné afin de centraliser les besoins. En revanche, chaque membre s'assure pour lui-même de la bonne exécution des prestations par le prestataire désigné.

Les factures seront adressées à l'entête de chaque membre du groupement mais envoyées par le prestataire désigné directement au coordonnateur du groupement pour visa et émission d'un certificat de paiement. Le coordonnateur transmettra ensuite les factures visées et les certificats de paiement à chaque membre du groupement concerné. Chaque membre du groupement procédera enfin au paiement de ses factures pour ses besoins propres.

Le coordonnateur du groupement assure à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement et prend en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (reprographie, publicité...)

Le conseil communautaire unanime approuve ce projet et la convention constitutive d'un groupement de commandes.

5.3/ Convention CCPR - SIGEARPE : logiciel de facturation.

Francis Charvet expose que le syndicat intercommunal de gestion de l'eau de Roussillon, Péage de Roussillon et environs et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais souhaitent lancer une procédure commune d'acquisition d'un logiciel de facturation pour les services d'eau potable et d'assainissement. Le coût d'objectif global de cette opération s'élève à 104 000 € HT. Il est proposé

au Conseil Communautaire de constituer une convention de groupement de commandes pour mener à bien la réalisation de ces prestations.

La participation financière de chaque membre du groupement est fonction de la répartition des compétences entre la CCPR et le SIGEARPE.

- ❖ Le SIGEARPE est compétent pour l'eau potable.
- ❖ La CCPR est compétente pour l'assainissement.

La répartition financière prévisionnelle pour l'opération est établie sur la base suivante :

DESIGNATION DES PRESTATIONS	Cout estimatif de l'opération	Répartition et coût estimatif pour le SIGEARPE		Répartition et coût estimatif pour la CCPR :	
		%	Coût	%	Coût
Solution complète logiciel de facturation comprenant la reprise base SIGEARPE	40 000€ HT	50%	20 000€ HT	50%	20 000€ HT
Intégration des données de SIE St Clair - St Prim et Commune de St Alban	7 000€ HT	50%	3 500€ HT	50%	3 500€ HT
Reprise des données du Syndicat GERBEY BOURASSONNE	5 000€ HT	0%	0€ HT	100%	5 000€ HT
Module de gestion des contrôles d'assainissement collectif et non collectif	20 000€ HT	0%	0€ HT	100%	20 000€ HT
Lien SIG	6 000€ HT	50%	3 000€ HT	50%	3 000€ HT
Module devis/travaux/Stock	8 000€ HT	75%	6 000€ HT	25%	2 000€ HT
Gestion des interventions par une solution mobile	5 000€ HT	50%	2 500€ HT	50%	2 500€ HT
Requêtes et statistiques	6 000€ HT	50%	3 000€ HT	50%	3 000€ HT
Portail client sur internet	7 000€ HT	60%	4 200€ HT	40%	2 800€ HT
Frais de publicité	1 000€ HT	50%	500€ HT	50%	500€ HT
TOTAL ESTIMATIF	104 000€ HT		42 200€ HT		61 800€ HT

La répartition définitive sera fonction de l'état final du réalisé des prestations et du montant final global de l'opération, tout en conservant la distinction des prestations incombant au SIGEARPE et celles incombant à la CCPR. Les frais de publicité et autres frais annexes seront répartis selon le prorata indiqué ci-dessus.

Le groupement de commandes est constitué le temps de l'opération faisant l'objet de la présente convention. Ainsi, le groupement de commandes sera dissout une fois que l'opération pour laquelle il a été constitué sera achevée.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, le SIGEARPE et la CCPR désignent en tant que coordonnateur du groupement le SIGEARPE. Le SIGEARPE sera donc chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, non seulement à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, mais également à la signature des marchés, à leur notification et à leur exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement. La commission d'appel d'offres est celle du coordonnateur du groupement. Le coordonnateur assurera le paiement de toutes les dépenses conclues dans le cadre de l'opération. Chaque membre du groupement versera le montant qui lui incombe au coordonnateur, au fur et à mesure des demandes de remboursement adressées par le coordonnateur.

- Le comité syndical du SIGEARPE a approuvé cette convention dans sa réunion du 7 octobre dernier. Le conseil communautaire unanime approuve cette opération et la convention constitutive du groupement de commandes.

6/ Logement social : convention départementale sur le volet énergétique.

Francis Charvet expose que l'adaptation du parc de logements existants constitue un enjeu de la transition énergétique et écologique des territoires. Les bailleurs sociaux représentés par l'USH ont signé le 8 juillet 2013 un pacte d'objectifs et de moyens avec l'État. Cet engagement vise, en 3 ans, à relancer l'activité de la construction et de rénovation avec notamment la réhabilitation thermique de 120 000 logements sociaux par an. Dans le prolongement des engagements nationaux, une convention régionale a été conclue le 14 avril 2014 pour une durée de trois ans par l'Etat, l'ARRA HLM, l'ADEME, la CDC, l'UESL-Action Logement. Elle définit un objectif de réhabilitation de 10 000 à 12 000 logements sociaux par an. Monsieur le préfet de la région Rhône-Alpes a souhaité une déclinaison départementale de cette convention. La convention départementale est conclue pour une durée de trois ans et a vocation à fixer le cadre de partenariat à l'échelon du département de l'Isère dans la continuité des engagements nationaux et régionaux. Ces objectifs sont déclinés au niveau de chaque bailleur du département.

Stéphane Spitters précise que sur 2015 plusieurs opérations concernent la CCPR : 52 logements BBC compatible Bel Air - Roussillon ; 16 logements BBC compatible rue de la mairie Saint Clair du Rhône ; 107 logements « progressif » les Ayencins II au Péage de Roussillon ; 93 logements « progressif » le Plateau à Roussillon ; 16 logements « progressif » rue de la mairie à Saint Clair du Rhône.

Le conseil communautaire unanime approuve la signature de la convention départementale sur le volet énergétique.

7/ Décisions prises par délégation.

Par délibération du 7 mai 2014, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président conformément aux articles L2122-23 et L5211-2 du code général des collectivités territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

Attribution MAPA-2015-05 travaux de création graphique pour des documents de communication de la CCPR - Ligne Ovale pour un montant de 50 000 € HT / 60 000 € TTC par an.

Avenant n°25 MAPA-2011-13 travaux de création graphique pour les documents de communication (Ligne Ovale) - Prix supplémentaires au BPU pour la création d'une signature « Terre d'énergies » qui sera ajouté à l'identité visuelle actuelle « Communauté de Communes du Pays Roussillonnais » - Sans incidence financière.

Avenant n°2 MAPA-2014-07 réhabilitation de la salle de spectacles de Saint Clair du Rhône - Lot 8 électricité, courants forts, courants faibles - (Beaux) - modification de travaux pour un montant de 816 € HT / 979,20 € TTC - incidence financière 12,92%.

Avenant n°1 MAPA-2014-07 réhabilitation de la salle de spectacles de Saint Clair du Rhône - Lot 5 : plâtrerie, peinture - (Dic) modification de travaux pour un montant de 800 € HT / 960€ TTC - incidence financière 0,83%.

Attribution MAPA-2015-06 analyse des produits de l'épuration du territoire de la CCPR - Lot 1 : - Analyse des eaux résiduaires urbaines des 3 stations d'épuration - Carso Lseh pour un montant maximum de 10 000 € HT / 12 000 € TTC par an - Lot 2 : Analyse des boues résiduaires urbaines des 3 stations d'épuration - Carso Lseh pour un montant maximum de 10 000 € HT / 12 000 € TTC par an - Lot 3 : Analyse du compost NFU 44 095 de l'usine de compostage - Sadef pour un montant maximum de 10 000 € HT / 12 000 € TTC par an.

Avenant n°1 MAPA-2015-02 fourniture du système billettique existant pour l'exploitation du réseau de transport - Résiliation du marché - Sans incidence financière.

Avenant n°1 MAPA-2014-18 réalisation d'un ouvrage sur le Suzon - travaux de voirie et de maçonnerie à Cheyssieu - modifications de travaux pour un montant de 1 800 € HT / 2 160 € TTC - incidences financières 2,10%.

Concours-2015-01 concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour l'extension et le réaménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil - Désignation du lauréat - Groupement Pierre Vurpas et Associés / Tecbat / Cabinet Strem Sarl.

Attribution MAPA-2015-08 étude sur le devenir et la requalification du Musée animalier de Ville Sous Anjou - Médiéval-AFDP pour un montant de 19 600 € HT / 23 520 € TTC.

Avenant n°1 MAPA-2013-05 (EAD/3D Ingénierie) mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réalisation de l'ouvrage suivant : réhabilitation de la salle de spectacle au conservatoire de danse et de musique à Saint-Clair du Rhône - Forfait définitif de la mission de maîtrise d'œuvre arrêté à 35 000 € HT / 42 000 € TTC - incidence financière 42.08 %.

Attribution - AO-2015-01 entretien et curage des réseaux d'assainissement - VATD pour un montant de 200 000 € HT par an.

Attribution - Concours-2015-01 - Concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour l'extension et le réaménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil - Groupement Pierre Vurpas et Associés / Tecbat /Cabinet Strem Sarl mission de maîtrise d'œuvre au taux de 15,433% (mission de base et missions complémentaires comprises). Soit un montant provisoire de rémunération de 305 889 € HT / 367 056,80 € TTC pour un projet de travaux estimés en phase esquisse à 1 982 000 € HT.

Convention de MAD des locaux du centre social de Roussillon pour atelier Clic Emploi

Attribution - MAPA-2015-10 : fourniture de colonnes aériennes pour la collecte du verre - Temaco pour un montant maximum de 45 000 € HT / 54 000 € TTC par an.

Attribution - MAPA-2015-12 : étude de faisabilité portant sur la création d'une déchèterie professionnelle sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais - Girus pour un montant de 14 955 € HT / 17 946 € TTC.

Attribution - MAPA-2015-14 travaux de voirie - programme investissement 2015 - groupement Eiffage / Buffin pour un montant de 1 198 815 € HT / 1 438 578 € TTC.

Attribution - MAPA-2015-13 : mise en œuvre de l'auto - surveillance du réseau de collecte de la STEP de Saint Alban du Rhône - Rive gauche au groupement Epur Ingénierie / Bordel TP pour un montant de 139 053 € HT / 166 863,60 € TTC.

Attribution : MAPA-2014-11 mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de déconnexion du Ruisseau Royon à Roussillon à Artélia au taux de 5,30 %, soit un montant provisoire de rémunération de 95 360 € HT / 114 432 € TTC.

Annule et remplace l'arrêté 2015-42 (erreur dans le numéro de marché) : Attribution : MAPA-2014-12 mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de déconnexion du Ruisseau Royon à Roussillon Artélia au taux de 5,30 %, soit un montant provisoire de rémunération de 95 360 € HT / 114 432 € TTC.

8/ Congrès départemental des maires.

Francis Charvet revient sur le congrès départemental des maires, organisé par la CCPR et la commune de Saint Maurice l'Exil, qui a donné une belle image du pays roussillonnais et qui a marqué le lancement du logo Terre d'Energies. Il cite quelques chiffres marquants : 1 100 participants, 600 repas, 1 600 m² de hall d'exposition. Il adresse ses remerciements à tous ceux qui ont participé à la réalisation de cette manifestation tout en regrettant l'insuffisance de la couverture médiatique de cet événement par le Dauphine Libéré.

Didier Gerin remercie la commission et le service communication ainsi que les différents prestataires qui se sont beaucoup investis. Il précise que la phase de déploiement de Terre d'Energies va se poursuivre notamment au moyen des TPR.

Le conseil communautaire se termine par la projection du film de la CCPR présenté au Congrès des Maires.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,
F. CHARVET